

## **Budget 2010 : A peine commencé, déjà amputé !**

Le grand emprunt national, présenté par le gouvernement, a montré sa vraie nature le 20 janvier avec la présentation au Parlement de la 1<sup>ère</sup> loi de finances rectificative 2010.

En imposant 500 millions d'euros d'annulation de crédits en 2010 sur les budgets des ministères pour « neutraliser l'impact de la charge d'intérêt du grand emprunt national », ce projet de loi de finances reprend en quelque sorte d'une main ce qu'il donne de l'autre et ceux sur les dépenses de fonctionnement des ministères.

Les principales missions (au sens de la LOLF) impactées sont les suivantes :

- |  |                   |
|--|-------------------|
| • Recherche et enseignement supérieur                              | 125 301 976       |
| • Ecologie, développement et aménagement durable                   | 113 309 411       |
| • Solidarité, insertion et égalité des chances                     | 60 769 717        |
| • <b>Gestion des Finances Publiques et des ressources humaines</b> | <b>59 184 971</b> |
| • Défense  | 56 520 599        |

Le ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'état est donc l'un des cinq plus grands contributeurs.

Mais le ministère de l'économie, de l'industrie, et de l'emploi, aura également sa part d'amputation avec 18 millions d'euros de crédits annulés, même si 7 milliards d'euros supplémentaires sont ouverts au titre de la croissance des petites et moyennes entreprises et du développement de l'économie numérique.

Les ministères de Bercy, et par conséquent la plupart des directions qui y sont rattachées, seront donc les victimes collatérales de ce grand emprunt.

Alors que les insuffisances des moyens dans les services ne cessent d'être dénoncées avec vigueur par FO Finances, le financement de ce grand emprunt national va venir dégrader encore un peu plus la situation dans les services, et donc accentuer la dégradation des conditions de travail.

Les choix à venir pour la répartition de ces amputations budgétaires pourront influencer entre autres sur les moyens de fonctionnement, les prestations sociales, les crédits hygiène et sécurité, les programmes informatiques.

Au travers de ce grand emprunt, c'est donc bien pour FO Finances une nouvelle attaque au service public, aux agents publics.

Sommés de toujours faire plus avec moins d'effectifs et moins de moyens !

**Projet de loi de Finances rectificative 2010**

Mission/Programme	Autorisation d'engagement supplémentaires	Crédits de paiement supplémentaires	Autorisations d'engagements annulés	Crédits de paiement annulés
<b>Economie</b>	<b>7 000 000 000</b>	<b>7 000 000 000</b>	<b>18 079 723</b>	<b>18 079 723</b>
Développement des entreprises et de l'emploi			13 217 922	13 217 922
Tourisme			1 089 002	1 089 002
Statistiques et études économiques			236 095	236 095
Stratégie économique et fiscale			3 536 704	3 536 704
Croissance des petites et moyennes entreprises	2 500 000 000	2 500 000 000		
Développement de l'économie numérique	4 500 000 000	4 500 000 000		
<b>Gestion des finances publiques et des ressources humaines</b>				
Gestion fiscale et financière De l'Etat et du secteur public local			59 184 971	59 184 971
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local : expérimentations Chorus			314 874	314 874
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat			4 225 419	4 225 419
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières			8 164 531	8 164 531
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières (hors Chorus)			1 044 968	1 044 968
Facilitation et sécurisation des échanges			9 744 360	9 744 360
Fonction Publique			4 179 734	4 179 734
Entretien des bâtiments de l'Etat			2 490 907	2 490 907